



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral cadre du **15 NOV. 2024** autorisant la conversion et l'extension des capacités de production de la papeterie exploitée par la SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION (SNBP) située 1 rue de la papeterie - 76530 GRAND-COURONNE (n° AIOT : 0005800441)

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II, et ses titres I et IV du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 » ;

- Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « ateliers de charge d'accumulateurs » ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2005 autorisant la société UPM KYMMENE FRANCE à exploiter une installation de production d'électricité à GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 ;
- Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique n° 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique n° 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°1532 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

- Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2910, 2931 ou 3110 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 3110 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique n° 3610a), n° 3610a (fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et n° 3610b (fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 21 décembre 2020 sur les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions et des niveaux d'activité auxquelles sont soumises les installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement;
- Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 23 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), n° 2712 (moyens de transport hors d'usage), n° 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), n° 2790 (traitement de déchets dangereux) ou n° 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 actant dérogation au respect des valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 autorisant et réglementant les activités de la papeterie par la société UPM KYMMENE FRANCE à GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2022 portant changement d'exploitant de la papeterie exploitée par la société UPM au bénéfice de la SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION (SNDP) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 février 2024 portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation environnementale accordée à la SNDP pour l'exploitation de la papeterie ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 prescrivant l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de 30 jours consécutifs, soit du 20 juin au 19 juillet 2024 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la décision n°E24000032/76 du tribunal administratif de ROUEN portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la métropole Rouen Normandie (76) approuvé le 13 février 2020 ;
- Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION (SNDP) le 14 décembre 2022, relatif au projet de modification et d'extension des capacités de production de la papeterie de GRAND-COURONNE ;
- Vu les compléments apportés en date des 17 février 2023, 18 avril 2023, 3 avril 2024 et 26 avril 2024, relatifs notamment à la modification du projet initial et visant à l'actualisation du dossier, sur les capacités techniques et financières du pétitionnaire et sur les ajustements techniques apportées au projet initial (en particulier, changement de la nature des combustibles) ;
- Vu la délégation de pouvoir et de signature en date du 22 janvier 2024 établie par la SNDP au bénéfice de FIBRE EXCELLENCE pour engager les démarches administratives pour le compte de la SNDP ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement et notamment l'avis de l'agence régionale de santé de Normandie du 16 mai 2024 ;
- Vu l'avis délibéré de la MRAe de Normandie en qualité d'Autorité Environnementale en date du 13 juin 2024 ;
- Vu la réponse du pétitionnaire en date du 17 juin 2024 à l'avis délibéré de l'Autorité environnementale du 13 juin 2024 ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes concernées ;
- Vu la publication en date des 28 mai 2024 et 21 juin 2024 dans Le Paris Normandie et des 31 mai 2024 et 21 juin 2024 dans Le Courrier Cauchois ;
- Vu l'avis émis par les conseils municipaux des communes de GRAND-COURONNE en date du 25 juin 2024, d'HAUTOT-SUR-SEINE en date du 26 juin 2024 et l'absence d'avis émis par les autres conseils municipaux des communes consultées dans le cadre de la consultation publique ;
- Vu le registre d'enquête et le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 19 août 2024 ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 20 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

- Vu l'avis en date du 8 octobre 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 9 octobre 2024, puis dans sa version modifiée par courriel du 6 novembre 2024 ;
- Vu la lettre du demandeur en date du 22 octobre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions, et sa lettre du 12 novembre 2024 acceptant le projet d'arrêté modifié ;

CONSIDÉRANT

que la SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION (SNDP) porte un projet de conversion de la papeterie de GRAND-COURONNE visant à la modification du procédé industriel de production de papier et à l'extension des capacités de production de l'usine ;

que le projet vise en particulier la modification de la machine à papier PM6 pour un passage d'une production de papier journal à une production de papier pour ondulé (PPO), toujours à partir de papiers recyclés, s'accompagnant d'une demande d'extension de la capacité de production de papier de 830 t/j à 1 300 t/j et la modification des utilités (installations de combustion, station d'épuration des effluents aqueux) ;

que ces modifications sont substantielles et que ce projet relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des niveaux d'émissions relatives à l'application des meilleures technologies disponibles (MTD) des documents de référence européens applicables à l'établissement à savoir les BREFs relatifs aux papeteries (bref « PP »), aux grandes installations de combustion (bref « LCP ») et aux installations d'incinérations de déchets (bref « WI ») ;

qu'il convient de rationaliser l'usage de l'eau qui est fait par l'exploitant en vue de limiter son impact direct sur le milieu naturel ;

qu'en période de sécheresse, il convient que l'exploitant adapte la gestion de ses rejets, susceptibles d'être pollués, dans le milieu naturel, afin de ne pas altérer la qualité du milieu récepteur dont la capacité auto-épuratrice est diminuée par la situation d'étiage ;

que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

que le projet tient compte du contexte régional de tension sur le combustible bois déchets et que le principal combustible envisagé est de type CSR (combustible solide de récupération) composé de déchets non dangereux, et qu'il constitue au final la source d'énergie majoritaire pour la production de chaleur et d'électricité au sein de l'usine ;

qu'ainsi, ce projet participe d'une certaine manière à la structuration de la filière CSR et à une valorisation énergétique hexagonale ;

que le pétitionnaire a apporté les preuves d'engagement de ses fournisseurs sur des tonnages légèrement supérieurs au besoin pour le CSR et largement supérieurs pour le bois déchet permettant de fiabiliser son plan d'approvisionnement ;

que s'agissant des nouveaux risques accidentels induits par ces changements, ils demeurent acceptables au point de vue réglementaire ;

que les mesures imposées à l'exploitant visent à prévenir les effets de ces risques accidentels ;

que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer significativement le projet initial, à l'exception du sujet relatif à la nature des combustibles pour la production de vapeur (augmentation de la part de CSR pour prévenir les conflits d'usage de la biomasse bois-déchets) et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

SOMMAIRE

1. Portée de l'autorisation environnementale et conditions générales.....	10
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	10
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	10
1.1.2 Modifications apportées aux actes antérieurs.....	10
1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations.....	10
1.1.4 Autorisations embarquées.....	10
1.1.5 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	11
1.2 Nature des installations et des produits chimiques autorisés.....	11
1.2.1 Réglementation Seveso.....	17
1.2.2 Réglementation IED.....	18
1.2.3 Consistance des installations autorisées.....	18
1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments.....	19
1.4 Cessation d'activité.....	19
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	19
1.4.2 Équipements abandonnés.....	19
1.5 Garanties financières.....	19
1.6 Justification de la capacité financière.....	19
1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	19
1.8 Objectifs généraux.....	20
1.9 Consignes.....	20
1.10 Réexamen IED.....	21
1.10.1 Réexamen périodique.....	21
1.10.2 Réexamen particulier.....	21
2. Protection de la qualité de l'air.....	22
2.1 Conception des installations.....	22
2.1.1 Conduits et installations raccordées.....	22
2.1.2 Conditions générales de rejet.....	23
2.2 Limitation des rejets.....	23
2.2.1 Dispositions générales.....	23
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	23
2.2.2.1 Émissions canalisées.....	23
2.2.2.2 Émissions diffuses.....	25
2.2.3 Odeurs.....	25
2.2.4 Surveillance et suivi des équipements de traitement des fumées de la chaudière KVAERNER.....	25
2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	25
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	25
2.4 Dispositions spécifiques - conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC).....	27
2.4.1 Plan de gestion des OTNOC.....	27
2.4.2 Évaluation périodique des OTNOC.....	27
2.4.3 Surveillance des OTNOC.....	28
2.5 Utilisation rationnelle de l'énergie.....	28
3. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	29
3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	29
3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	29
3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	29
3.1.2.1 Dispositions générales.....	29
3.1.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets.....	30
3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	31
3.2.1 Points de rejets vers les milieux récepteurs.....	31
3.3 Limitation des rejets.....	31
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	31
3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets.....	32
3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	32
3.4.2 Contrôle des rejets.....	32
3.4.3 Mesures comparatives et contrôles de recalage.....	34

3.5	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	34
3.5.1	Surveillance des effets sur l'environnement.....	34
3.5.2	Substances per et polyfluoroalkylées (PFAS) :.....	34
3.5.3	Surveillance des sols.....	35
3.5.4	Surveillance des eaux souterraines.....	35
3.5.4.1	Généralités.....	35
3.5.4.2	Plan de surveillance.....	36
3.5.5	Dispositions applicables aux établissements relevant des rubriques n° 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.....	37
3.5.6	Épandages.....	38
3.6	Dispositions spécifiques sécheresse.....	38
3.6.1	Dépassement du seuil de vigilance.....	38
3.6.2	Dépassement du seuil d'alerte.....	38
3.6.3	Dépassement du seuil d'alerte renforcée.....	39
3.6.4	Dépassement du seuil de crise.....	39
3.6.5	Déclaration des consommations hebdomadaires.....	39
3.6.6	Levée des mesures de restrictions.....	39
3.6.7	Audit sur l'optimisation de la gestion de l'eau.....	39
3.6.7.1	Diagnostic préliminaire.....	39
3.6.7.2	Analyse approfondie	40
3.6.7.3	Délai de mise en œuvre.....	41
4.	Protection du cadre de vie.....	42
4.1	Limitation des niveaux de bruit.....	42
4.1.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	42
4.1.2	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	42
4.1.3	Valeurs limites d'émergence.....	42
4.1.4	Vibrations.....	42
4.1.5	Trafic routier.....	42
5.	Prévention des risques technologiques.....	43
5.1	Conception des installations.....	43
5.1.1	Règles générales de conception.....	43
5.1.2	Dispositions constructives et comportement au feu.....	43
5.1.3	Désenfumage.....	45
5.1.4	Installations électriques.....	45
5.1.5	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	46
5.1.6	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	46
5.2	Dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	47
5.2.1	Localisation des risques.....	47
5.2.2	Dispositions générales.....	47
5.2.3	Utilités.....	47
5.2.4	Vérification périodique et maintenance des équipements.....	48
5.2.5	Domaine de fonctionnement sûr des procédés.....	48
5.2.6	Arrêts d'urgence.....	48
5.2.7	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité – dispositions générales.....	48
5.2.8	Clôture.....	48
5.2.9	Formation du personnel.....	48
5.2.10	Sous-traitance.....	49
5.2.11	Réseau de détecteurs.....	49
5.2.12	Mesures de prévention et de maîtrise des risques particulières.....	50
5.3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	50
5.3.1	Moyens de lutte contre l'incendie.....	50
5.3.2	Protection individuelle en cas d'intervention.....	52
5.3.3	Plan d'organisation interne.....	52
5.4	Prévention des accidents liés au vieillissement.....	53
5.5	Prévention du risque inondation.....	53
6.	Prévention et gestion des déchets.....	54
6.1	Production de déchets – Limitation du stockage sur site.....	54
6.2	Gestion des déchets reçus par l'installation.....	55
6.2.1	Gestion des flux de déchets.....	55

6.2.2	Livraison des déchets.....	56
6.2.3	Réception, manutention et stockage des déchets.....	56
6.2.4	Conditions de combustion.....	57
6.2.5	Limitation des quantités de déchets reçus sur le site	57
6.2.6	Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site.....	57
7.	Dispositions finales.....	59
7.1	Caducité.....	59
7.2	Délais et voies de recours :.....	59
7.3	Publicité.....	60
7.4	Exécution.....	60

1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION (SIRET : 91259646700023), dont le siège social est situé 18-20 rue Henri Rivière – le Trident – BP 91 013 – 76171 ROUEN est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter, au 1 rue de la Papeterie, sur le territoire de GRAND-COURONNE, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Modifications apportées aux actes antérieurs

Les prescriptions annexées aux arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 actant dérogation au respect des valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion ;
- l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019 autorisant et réglementant les activités de la papeterie par la société UPM KYMMENE FRANCE à GRAND-COURONNE.
- l'arrêté inter-préfectoral du 20 décembre 1999 modifié par l'arrêté inter-préfectoral du 16 octobre 2000 réglementant l'épandage des boues et des cendres de la papeterie de GRAND-COURONNE sur des terres agricoles des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté préfectoral du 9 mai 2022 portant changement d'exploitant de la papeterie exploitée par la société UPM au bénéfice de la SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION (SNDP) ;
- l'arrêté préfectoral du 8 février 2024 portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation environnementale accordée à la SNBP pour l'exploitation de la papeterie.

1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits	Superficie
GRAND-COURONNE	AB 151	Avenue du Général Leclerc	3 000 m ²
	AB 154	Avenue du Général Leclerc	20 076 m ²
	AB 156	1 rue de la papeterie	303 008 m ²
	AB 160	Avenue du Général Leclerc	8 215 m ³
PETIT- COURONNE	AM 39	Boulevard Maritime « Le Château »	1 806 m ²

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 96 000 m².

1.1.4 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L.229-6 du code de l'environnement.

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
production de papier ou carton > 20 t/j	CO ₂
Installations de combustion > 20 MW	CO ₂

L'exploitant remet à la DREAL son nouveau plan de surveillance des émissions ainsi que le nouveau plan méthodologique de ses niveaux d'activité, avant le redémarrage de la production de papier et/ou en cas de modification des conditions d'exploitation, et/ou d'approvisionnement des installations.

En application de l'article L.311-5 du code de l'énergie, le bénéficiaire susvisé est autorisé à exploiter une installation d'une capacité de production d'électricité. L'arrêté ministériel du 11 janvier 2005 autorisant l'usine à exploiter une installation de production d'électricité d'une puissance électrique de 21 MWe à GRAND-COURONNE reste applicable.

1.1.5 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations et des produits chimiques autorisés

Les installations visées par la présente autorisation environnementale relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
1185.2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Emploi d'équipements frigorifiques ou/et climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg. La quantité cumulée de fluide présente dans l'installation est de 955 kg	DC
1414.3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de distribution de propane pour le ravitaillement des engins du site	DC
1435.2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ Nota : Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20° C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, excepté le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.	Installation de distribution de gazole non routier pour le ravitaillement des engins du site Inférieure à 500 m³ au total	NC

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé de la rubrique</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Régime*</i>
1450.1	Solides inflammables La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	30 tonnes de charbon actif	A
1530.1	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues 1. Supérieur à 20 000 m ³	Dépôt de produits finis (PPO) : 27 000 m ³ Stockage extérieur temporaire de balles de papiers usés utilisés dans le procédé de fabrication de la papeterie : 8 500 m ³ Stockage matières premières de type papier à recycler (vrac ou balles) dans « bâtiment PCR » : 65 000 m ³ Total: 100 500 m³	E
1532.2b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique n° 2910-A 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	Stockage de plaquettes de bois : 5 300 tonnes soit environ 18 000 m³	D
2260.1a	Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Installation de broyage du bois : 600 kW	E
2430.a	Préparation de la pâte à papier La capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Préparation de la pâte à papier à partir de papiers recyclés + pâte neuve 1 300 tonnes/jour	A
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	<u>Combustibles</u> Regroupement et Stockage extérieur temporaire de CSR : 8 500 m ³ Stockage des CSR : 3 752 m ³ dans silo existant + 3 000 m ³ dans nouveau silo Plastique (35 t) : 350 m ³ Refus de pulpeurs : 1 700 m ³ Stockage bois déchet (4 000 m ³ ext. + 6 000 m ³ silo biomasse/ combustibles + 20 000 m ³ sur la surface « grume/bois ») : 30 000 m ³ Total max : 47 302 m³	E

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
2750	Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	Une station d'épuration traitant les eaux industrielles du site Capacité à traiter des eaux industrielles et communales	A
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques n° 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Broyage des refus de pulpeurs + CSR interne = 450t/j Broyage bois déchets = 700t/j Pressage et broyage des boues de STEP/fibres : 84t/j Total = 1 234 t/j	A
2921.1a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Circuit de refroidissement DIP 3 (circuit ouvert), la puissance thermique évacuée maximale par les tours aéoréfrigérantes 25L095 et 25L096 étant de 2 fois 1 160 kW (soit 2 320 kW) Circuit de refroidissement d'eau fraîche DEGEMONT (circuit fermé), la puissance thermique évacuée maximale par les 4 tours aéoréfrigérantes étant de 9 600 kW Circuit de refroidissement de la machine à papier PM6 (circuit fermé), la puissance thermique évacuée maximale par les 3 tours aéoréfrigérantes étant de 5 024 kW Circuit de refroidissement TVC (circuit fermé), la puissance thermique évacuée maximale par les tours aéoréfrigérantes 44L101 à 44L105 étant de 16 200 kW. Total : 33 144 kW	E
2925.1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	24 onduleurs et chargeurs sur l'ensemble du site représentant une puissance totale de 270,718 kW	D
2971.1	Installation de production d'énergie, telle que la production de chaleur, d'électricité ou de gaz, à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible 1. Installations intégrées dans un procédé industriel de fabrication	Une chaudière de co-incinération Kvaener d'une puissance de 92 MWth alimentée avec 86 % de CSR + 14 % Bois déchet	A

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Installations de combustion: - 2 chaudières Babcock raccordées à la même cheminée d'une puissance thermique unitaire de 20 MW soit 40 MW_{th}(combustible= biogaz et gaz naturel, chaudières d'appoint) - 1 chaudière Sulzer d'une puissance thermique de 86 MW_{th} (combustible= gaz naturel) - 1 chaudière de co-incinération Kvaerner de 92 MW _{th} Les installations de combustion Sulzer et Kvaerner ne peuvent pas fonctionner techniquement simultanément Total max: 133 MW_{th}	A
3520.a	Incinération ou co-incinération de déchets Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Co-incinération des déchets suivants dans la chaudière Kvaerner : CSR : 1t/h à 27t/h Bois déchet : 8 t/h à 27 t/h Total max = 54 t/h	A
3610.b (Rubrique IED Principale)	Fabrication de pâte à papier, papier, carton, panneaux de bois Fabrication, dans des installations industrielles, de : b) Papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de 1 300 tonnes de papiers par jour Machine PM6 : 1 300 t/j	A
3710	Traitement des eaux résiduaires Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques n° 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V	Une station d'épuration traitant les eaux industrielles du site + des eaux industrielles venant de l'extérieur	A
4110.2a	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Solvant dégraissant à froid pour matériels électriques ou mécaniques 1 container de 1 000 litres Total : 1 000 kg	A
4140.2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Utilisation et stockage de colorants Total : 2 tonnes	D
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 100 t (DC)	Inhibiteur de dépôt à base d'hydroxyde de sodium : 1 t Produit de réactif pour analyses : 1 t Stockage et emploi d'acide acétique : 20 bidons de 36 kg soit 0,72 t Total : 2,7 tonnes	NC

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé de la rubrique</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Régime*</i>
4441	Liquides combustibles catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 50 t (D)	Microbiocide à base de chlorure de Brome : 0,7 t	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t (DC)	Utilisation et stockage des produits : Colorants : 8 t Biocides : 2,4 t Dispersants : 0,5 t Réactifs laboratoire pour mesures analytiques : 0,2 t Total : 11,1 tonnes	NC
4511.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t	Utilisation et stockage des produits : Dispersants : 7 t Antitartre : 3,6 t Enzyme : 1 t Sel d'ammonium : 4,6 t Inhibiteur de corrosion : 1,7 t REFIOM + cendres : 120t Total : 138 tonnes	DC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	Stockage et emploi de 121,5 kg d'oxygène (9 bouteilles) Total : 0,121 tonnes	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t, mais inférieure à 50 t (DC)	Un gazomètre de 340 m ³ de biogaz	NC
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 1 t (D)	Stockage de 66 kg d'acétylène dissous (10 bouteilles de 6 m ³) Total : 66 kg	NC

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé de la rubrique</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Régime*</i>
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t, mais inférieure à 2 500 t (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC) 2.</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)</p>	<p>2 cuves enterrées de GNR</p> <p>- proche garage : 10 m³</p> <p>- proche bâtiment expédition : 15 m³</p>	NC
4741	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 200 t</p>	<p>Hypochlorite de sodium</p> <p>Total : 20 tonnes</p>	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations relèvent également des rubriques IOTA en application de la Loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Capacité/volume	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Un puits et 10 piézomètres	Déclaration
1.2.1.0	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau où canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau (D)	600 m ³ /h	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A)	Superficie totale étanche : 22 ha	Autorisation
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D) <i>Régime d'autorisation supprimé par 2020-828 du 30 juin 2020</i>	11 200 m ³ /j	Déclaration

(*) A (autorisation) ou D (déclaration)

1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement ne relève pas du statut « SEVESO » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour un inventaire des stocks des produits relevant des rubriques 4XXX présents sur le site afin de garantir et justifier en tout temps le non classement SEVESO du site, notamment par la règle du cumul pour les effets sur la santé, les effets physiques et les effets sur l'environnement.

1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique n° **3610** relative à la **fabrication dans des installations industrielles de papier ou carton** et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF PP.

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur papetier, conclusions associées à la rubrique principale définie supra.

1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 2 magasins de stockage des matières premières (papiers à recycler) dénommé MPR/PCR de 65 000m³ de matière ;
- 1 zone de stockage extérieur des matières mixtes (CSR/papiers à recycler/bois-déchets) de 8 500m³ ;
- 2 ateliers de fabrication de pâte à papier (ex. ateliers désencrage DIP1/2 et DIP3) ;
- le bâtiment accueillant la machine à papier PM6 ;
- 1 bâtiment de stockage des produits finis et d'expédition de 27 000m³ de matière, 7 quais de chargement camions et 1 quai de chargement train ;
- 1 bâtiment central vide (ex. machine à papier PM3 mise à l'arrêt en 2015 et ex machines PM1 et PM2) ;
- 1 silo de stockage des déchets plastiques issus des pulpeurs (près de l'ex. DIP3) de 1 500 m³ ;
- 1 silo de stockage de refus de pulpeurs composés de fibres humides de 500t ;
- 1 silo de stockage d'amidon (le long de la PM6) ;
- 1 silo de stockage des Refiom ;
- 3 pompages en Seine de l'eau brute de 600 m³/h ;
- une station d'épuration des eaux industrielles (STEP) comprenant notamment un nouveau réacteur anaérobie ;
- pour le traitement du biogaz produit, 1 colonne de lavage, 1 gazomètre de 300 m³ et 1 torchère dans la zone de la STEP ;
- 2 stations de traitement de l'eau brute dites stations «Degrémont » et « Déminéralisation » ;
- installations de production énergétique :
 - la chaudière KVAERNER (92MWth) : chaudière principale de production de vapeur par co-incinération de CSR et de bois déchets ;
 - 2 chaudières BABCOCK (2*20 Mwth) : chaudières secondaires de production de vapeur au gaz naturel ;
 - la chaudière SULZER (86 MWth) : chaudière de secours de production de vapeur au gaz naturel ;
- 1 zone de stockage extérieure mixte de biomasse (bois-déchets et bois plaquettes) de 4000m³ ;
- 1 zone de préparation de combustibles solides de récupération CSR (avec tapis, broyeur, déferrailage) et 1 silo de stockage de CSR de 2000m³ ;
- 1 zone de stockage temporaire de boues de STEP pour valorisation in situ ;
- 1 silo de stockage de combustibles (mélange CSR, bois et boues) de 10 000m³ ;
- 1 garage + 1 cuve enterrée de gazoil (10m³) ;
- 2 zones de bureaux et bâtiments administratifs ;
- 1 alternateur de 3,4 MWe pour la production d'électricité, couplé à une turbine à vapeur de 21 MWe associée à la chaudière principale KVAERNER ;
 - 1 turbine à gaz de 26 MWe associée à la chaudière SULZER ;
 - 9 tours aéroréfrigérantes et des circuits de refroidissement associés ;
 - 1 laboratoire et bureau d'étude/R&D ;
 - 3 accès PL à l'usine ;
- un réseau d'eau incendie alimenté par une bache de 50 m³ et de 2 bassins de réserve incendie de 2 500 et 3 000 m³.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments

Les aménagements, installations, barrières de sécurité, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés, exploités et entretenus conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet. L'exploitant met notamment en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 14 décembre 2022 et ses divers compléments.

1.4 Cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.4.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5 Garanties financières

En application des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'établissement n'est pas soumis à l'obligation de constituer des garanties financières.

Cependant, les produits chimiques et les déchets dangereux présents sur le site sont entreposés dans des quantités minimales nécessaires au fonctionnement de la papeterie. La quantité de déchets dangereux est limitée dans les conditions prescrites au §6.1 du présent arrêté relatif aux déchets.

1.6 Justification de la capacité financière

L'exploitant justifie de ses capacités financières avant le démarrage de la production de papier en remettant les preuves de financement du projet auprès de l'inspection des installations classées.

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum,
- les dossiers de réexamen et rapports de base établis en application de l'article R 515-70 du code de l'environnement.
- ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien, ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant transmet le rapport prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement sous un délai n'excédant pas 15 jours, sauf consignes contraire du Préfet ou de l'inspection des installations classées.

1.9 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes d'exploitation, opérationnelles, pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation,
- l'obligation du « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications et opérations d'entretien mené doit être noté sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au titre 3 ,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.10 Réexamen IED

1.10.1 Réexamen périodique

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de la fabrication du papier, conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.2 du présent arrêté.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient notamment compte de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59 1 du même code.

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R.515-76 ou R.515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

1.10.2 Réexamen particulier

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R.515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent, le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

Les installations de combustions sont exploitées selon les modalités suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Chaudière KVAERNER	92 MWth	CSR + boues de STEP (86 %) + Bois déchets (14 %)	hauteur cheminée = 70 m
Conduit N° 2	Chaudière BABCOCK 1	20 MWth	Gaz naturel + biogaz de la STEP (0,3 %)	hauteur cheminée commune avec Babcock 2 = 30 m fonctionne 8000 h/an
	Chaudière BABCOCK 2	20 MWth	Gaz naturel	hauteur cheminée commune avec Babcock 1 = 30 m fonctionne moins de 500 h/an si pic de demande de vapeur
Conduit N° 3	Chaudière SULZER	86 MWth	Gaz naturel	En secours, ne fonctionne que si KVAERNER est à l'arrêt hauteur cheminée = 19,8 m

Le CSR utilisé comme combustible répond à la norme NF EN ISO 21640 et est produit à partir de déchets non dangereux.

La chaudière KVAERNER est munie d'un système de traitement des fumées par voie humide qui élimine les polluants dans les effluents atmosphériques pour atteindre les teneurs en polluants gazeux de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3520.

Cette installation de traitement des fumées comporte notamment:

- un traitement des oxydes d'azote (NOx) par réduction sélective non catalytique (SNCR) à l'ammoniac ;
- l'injection de charbon actif et de bicarbonate de sodium en amont des filtres à manches ;
- des filtres à manches à décolmatage automatique permettant la filtration des fumées ;
- des équipements de reprise (trémie du filtre) et de stockage (silo) des résidus d'épuration Refiom sous les filtres à manches ;
- des ventilateurs de tirage créant une dépression dans l'ensemble du circuit des fumées et dans la chaudière ;
- un traitement au charbon actif pour adsorption des métaux lourds et les dioxines/furannes ;
- un traitement à la chaux/bicarbonate de sodium pour capter les chlorures et sulfures ;
- un catalyseur pour capter les NOx ;
- un système de mesure en continu des émissions ;
- une cheminée de rejet avec analyseurs, balisage réglementaire et paratonnerre.

Les réactifs (bicarbonate de sodium, charbon actif, solution d'eau ammoniacale, etc.) sont stockés dans des silos, cuves, etc. avec des capacités de stockage pouvant garantir une autonomie de plusieurs jours. Le silo de stockage des résidus d'épuration des fumées a une capacité de stockage pouvant garantir une autonomie de plusieurs jours avant dépotage dans un camion.

Enfin, l'exploitant met en œuvre des volumes de stockage adéquats (autonomie de plusieurs jours) pour stocker les cendres sous foyer et les mâchefers et les résidus d'épurations des fumées (stockage en silo) dans la limite des quantités prescrites au point 6.1.

2.1.2 Conditions générales de rejet

Les rejets s'effectuent comme suit :

	Hauteur en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	70 m	KVAERNER	225 000 Nm ³ /h	8 m/s
Conduit N° 2	30 m	Les 2 BABCOCK	56 000 Nm ³ /h	8 m/s
Conduit N° 3	19,8 m	SULZER	240 000 Nm ³ /h	8 m/s

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement et de surveillance des émissions sont opérationnelles et correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de l'efficacité de leur fonctionnement sont mesurés périodiquement et si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet atmosphériques, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

Les incidents ayant entraîné la mise en œuvre d'actions d'une alarme et/ou l'arrêt des installations, ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés, sont également consignés dans un registre.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.2.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n° 1 (chaudière de co-incinération KVAERNER) 225 000 m³/h	
	Concentration mg/Nm³	Flux (t/an) - fonctionnement de 8 000 h/an
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	11 % sur gaz sec	
Poussières	5	9 t/an
SO _x en équivalent SO ₂	30	54 t/an
NO _x en équivalent NO ₂	80	144 t/an
CO	50	90 t/an
NH ₃	10	18 t/an
HCl	6	10,8 t/an
HF	1	1,8 t/an
COVT	10	18 t/an
PCDD/PCDF	0,06.10 ⁻⁶	10,8.10 ⁻⁸ t/an
Métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn +Ni+V)	0,3	0,54 t/an
Cd+Tl	0,02	0,036 t/an
Hg	0,02	0,036 t/an

Paramètre	Conduit n°2 (chaudières BABCOCK) 56 000m³/h	
	Concentration mg/Nm³	Flux (t/an)- fonctionnement 8500h/an
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3 % sur gaz sec	
NO _x en équivalent NO ₂	100	14,3 t/an
CO	100	14,3 t/an

Paramètre	Conduit n° 3 (chaudière SULZER) 240 000Nm³/h	
	Concentration mg/Nm³	Flux (t/an) – fonctionnement : <500 h/an
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3 % sur gaz sec	
Poussières	5	0,6 t/an
SO _x en équivalent SO ₂	35	4,2 t/an
NO _x en équivalent NO ₂	60	7,2 t/an
CO	15	1,8 t/an

2.2.2.2 Émissions diffuses

Les rejets diffus sont liés aux divers stockages ou postes suivants : chaux, bicarbonate de sodium, charbon actif, eau ammoniacale (vapeur d'ammoniac), résidus d'épuration des fumées lors de leur évacuation, les cendres sous foyer et les mâchefers, le stockage et la manipulation des combustibles.

L'exploitant met en œuvre des mesures pour prévenir ces émissions diffuses

2.2.3 Odeurs

L'exploitant met en œuvre des dispositions pour prévenir l'émission d'odeurs, en particulier au droit du stockage des boues de STEP en attente d'incinération dans la chaudière KVAERNER. Leur temps de séjour est limité autant que possible et les stockages de boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts et ventilés.

2.2.4 Surveillance et suivi des équipements de traitement des fumées de la chaudière KVAERNER

Les dispositifs suivants permettent notamment de détecter un dysfonctionnement des systèmes de traitement des fumées :

- mesure en continu des polluants rejetés (CO, COT, SO₂, HCl, HF, poussières et NO_x) ;
- mesures de débit des réactifs injectés avec des alarmes sur des seuils bas qui sont remontées sur la supervision en salle de contrôle ;
- mesures de débit pour les équipements de distribution de réactifs : pompes de distribution (eau ammoniacale), soufflante de réactifs pulvérulents (chaux, bicarbonates, charbon actif) ;
- mesures de débit pour les équipements d'évacuation des résidus Refiom (vis, convoyeur, écluses...) ;
- alarme sur le système de décolmatage des filtres à manches ;
- alarme sur les niveaux de stockage des réactifs.

En cas de déclenchement de ces dispositifs de surveillance du fonctionnement de l'installation, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires à la prévention d'un accident sur l'installation.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet du conduit n° 1 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence de suivi	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission à l'inspection
Débit	En continu	Normes EN génériques	Mensuelle
température	En continu	Normes EN génériques	
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	En continu	Normes EN génériques	
Poussières	En continu	Normes EN génériques et EN 13284-2	
SO _x en équivalent SO ₂	En continu	Normes EN génériques	
NO _x en équivalent NO ₂	En continu	Normes EN génériques	
N ₂ O	Annuelle	EN 21258, XP X 43-305	
CO	En continu	Normes EN génériques	

Paramètre	Fréquence de suivi	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission à l'inspection
NH ₃	En continu	Normes EN génériques	Mensuelle
HCl	En continu	Normes EN génériques	
HF	En continu	Normes EN génériques	
COVT	En continu	Normes EN génériques	
PCDD/PCDF	En semi-continu	EN 1948-2, EN 1948-3	
PCB de type dioxines	mensuelle pour l'échantillonnage à long terme	NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	
	semestrielle pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	
Métaux et Métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	semestrielle	EN 14385	
Hg	En continu	Normes EN génériques et EN 14884	
Benzo[a]pyrène	Annuelle	Pas de norme	

L'exploitant assure une surveillance des rejets au conduit n°2 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence de suivi	Fréquence de transmission à l'inspection
Débit	En continu	Annuelle
Température	En continu	
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	En continu	
Poussières	Toutes les 500 h d'exploitation et en tout état de cause pas inférieure à une fois tous les 5 ans	
SO _x en équivalent SO ₂		
NO _x en équivalent NO ₂		
CO		

L'exploitant assure une surveillance des rejets au conduit n°3 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence de suivi	Fréquence de transmission à l'inspection
Débit	En continu	Semestrielle
température	En continu	Semestrielle
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	En continu	
NO _x en équivalent NO ₂	Semestrielle si fonctionnement < 1 500 h/an sinon en continu	
CO		

Enfin, l'exploitant met en œuvre la surveillance du biogaz produit lors du traitement anaérobie des effluents aqueux selon les modalités suivantes :

Paramètres du biogaz produit	Fréquence de surveillance
Débit volumique	En continu
Teneur en CH ₄	En continu
Teneur en H ₂ S	Mensuelle
Teneur en CO ₂	Mensuelle

2.4 Dispositions spécifiques - conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

2.4.1 Plan de gestion des OTNOC

L'exploitant met en œuvre un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

2.4.2 Évaluation périodique des OTNOC

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

2.4.3 Surveillance des OTNOC

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps. Le suivi des OTNOC (durée, émissions...) sera transmis à la DREAL avec le rapport annuel.

2.5 Utilisation rationnelle de l'énergie

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂). En particulier, l'exploitant détermine, suite aux modifications de la chaudière KVAERNER, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de ladite chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge.

Lors du réexamen périodique prévu à l'article L.515-28 du code de l'environnement, l'exploitant fait réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre, afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les consommations en eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu la Seine, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation spécifique	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Débit maximal	
			Horaire	Journalier
La Seine	10 m ³ /t	4 100 000 m ³ /an	600 m ³ /h	14 400 m ³ /j
Eau de ville	30 m ³ /j	11 000 m ³ /an	/	30m ³ /j

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

3.1.2.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs opérationnels de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés, afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

L'exploitant met en œuvre un système d'isolement opérationnel des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure de leur bon état et de leur étanchéité par des contrôles appropriés et préventifs.

Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés : les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.1.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux résiduelles : eaux de procédés industriels, eaux pluviales polluées ou susceptibles d'être polluées (issues du parc à bois et des zones de dépotage des produits chimiques), eaux de lavage, eaux de purges des circuits vapeurs, eaux de lavage des fumées. Elles sont collectées et dirigées vers la station d'épuration interne pour traitement avant rejet en Seine. Tout effluent pollué même accidentellement et non recyclé en fabrication est dirigé vers ces installations de traitement.
- les eaux non susceptibles d'être polluées : eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures...) et eaux de refroidissement. Elles sont collectées dans un réseau spécifique avant rejet en Seine. Ce réseau peut recevoir les effluents en aval des installations de traitement des effluents.
- les eaux sanitaires et domestiques : elles sont traitées vers le réseau d'assainissement de la collectivité.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel (la Seine) sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejets vers les milieux récepteurs

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Nature du traitement du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Débit maximal journalier
Pt N°644	X : 554970 Y : 6920818.40	Eaux industrielles traitées + eaux pluviales du site	Milieu naturel – la Seine	STEP physico-chimique et biologique	La Seine	600 m³/h, soit 14 400 m³/j
Pt N°3	/	Eaux domestiques	Réseau d'assainissement	STEP Emeraude	La Seine	30m³/j

Le site dispose des points de rejets internes comme suit :

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 1 (ex. n°329)
Coordonnées	X : 503582,08 Y : 2486450,36
Nature des effluents	Eaux du process papetier, eaux de lavage des fumées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux purge refroidissement
Exutoire du rejet	La Seine
Traitement avant rejet	STEP physico-chimique et biologique

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 2 (ex. n°301)
Coordonnées	X : 503523,47 Y : 2486698,50
Nature des effluents	Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, purges des circuits vapeur
Exutoire du rejet	La Seine
Traitement avant rejet	Débourbeur-déshuileur
Conditions de raccordement	Réseau séparatif des eaux pluviales

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5, s'il y a neutralisation alcaline),
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés, avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet interne référencé n°1 (sortie de la STEP)

- Température maximale : 35 °C
- pH : 5,5 à 8,5
- Débit maximal journalier (m³/j) : 11 200 m³/j
- Débit maximum horaire (m³/h) : 600 m³/h

Paramètres	Flux annuel spécifique (sur la base d'une production de 1300 t/j)	Concentration maximale journalière (mg/L)	Flux massique maximal journalier (kg/j)
Débit spécifique	10 m³/t papier produit	/	/
Débit de rejet	11 200 m³/j	/	/
DCO	1,4 kg/t	200 mg/L	1820
DBO ₅	0,2 kg/t	34 mg/L	260
MES	0,2 kg/t	35 mg/L	260
Azote total	0,09 kg/t	30 mg/L	117
Phosphore total	0,005 kg/t	2 mg/L	6,5
AOX	0,05 kg/t	1 mg/L	3,25
Indice phénols	0,00035 kg/t	0,06 mg/L	0,45
HCT	0,007 kg/t	1,2 mg/L	9,1

Point de rejet interne référencé n°2 (sortie débourbeur-déshuileur)

Paramètres	VLE
MES	50 mg/L
HC totaux	5 mg/L

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètres au point de rejet n°1	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Fréquence
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur – Prélèvement moyen 24 h proportionné au débit		
Débit (usage papeterie et usage barrière hydraulique)	Mesure	Continue
pH	Mesure	Continue
Température	Mesure	Continue
MES	Mesure	Continue

Paramètres au point de rejet n°1	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Fréquence
DCO	Mesure	Journalière
DBO5	Mesure	Journalière
Azote global NGL	Mesure	Journalière
Ammonium NH_4^+	Mesure	Hebdomadaire (*)
Nitrites NO_2^-	Mesure	Journalière
Nitrates NO_3^-	Mesure	Journalière
Phosphore	Mesure	Journalière
AOX	Mesure	Mensuelle
Indice phénols	Mesure	Mensuelle si flux < 500 g/j sinon journalière
Hydrocarbures totaux HCT	Mesure	Mensuelle si flux < 10 kg/j sinon journalière
Zinc	Mesure	Annuelle si flux < 200 g/j Trimestrielle si flux < 500 g/j Mensuelle au-delà
Cuivre		
Chrome	Mesure	Annuelle si flux < 20 g/j Trimestrielle si flux < 100 g/j Mensuelle au-delà
Plomb		
Nickel		
Cadmium	Mesure	Annuelle si flux < 2 g/j Trimestrielle si flux < 5 g/j Mensuelle au-delà
Mercure		
Nonyphénols	Mesure	Annuelle si flux < 2 g/j Trimestrielle si flux < 5 g/j Mensuelle au-delà
Chloroforme	Mesure	Annuelle si flux < 20 g/j Trimestrielle si flux < 100 g/j Mensuelle au-delà
PFOS	Mesure	Annuelle si flux < 2 g/j Trimestrielle si flux < 5 g/j Mensuelle au-delà
HBCDD	Mesure	Annuelle si flux < 2 g/j Trimestrielle si flux < 5 g/j Mensuelle au-delà

(*) suivi hebdomadaire durant une année suivant la prise du présent arrêté. Suivi mensuel ensuite.

De plus, l'exploitant met en œuvre un suivi des effluents aqueux issus du traitement des fumées de la chaudière KVAERNER comme suit :

Paramètres	Fréquence de surveillance	Normes
COT	Mensuelle	EN 1484
MES	Mensuelle	EN 872
As	Mensuelle	EN ISO 11885, ou EN ISO 15586, ou EN ISO 17294-2
Cd	Mensuelle	
Cr	Mensuelle	
Cu	Mensuelle	
Mo	Mensuelle	
Ni	Mensuelle	
Pb	Mensuelle	
Sb	Mensuelle	
Tl	Mensuelle	
Zn	Mensuelle	
Hg	Mensuelle	EN ISO 12846 ou EN ISO 17852
PCDD/PDCDF	Mensuelle	/

3.4.3 Mesures comparatives et contrôles de recalage

L'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées selon la fréquence minimale annuelle sur l'ensemble des paramètres précités.

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des effets sur l'environnement

L'exploitant assure en permanence, soit directement, soit par adhésion à un programme spécifique tel que le programme Seine-Aval, une surveillance des conséquences de ses rejets sur la qualité du milieu récepteur à l'aval de son rejet. Cette surveillance doit être adaptée aux substances susceptibles de s'accumuler dans l'environnement, et comprendre des mesures dans les sédiments, la flore et la faune aquatique.

3.5.2 Substances per et polyfluoroalkylées (PFAS) :

L'exploitant établit, sous trois mois à compter du redémarrage des installations, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par ses installations. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.

Cette campagne porte sur :

1. L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
2. L'analyse de chacune des substances visées dans le 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;
3. La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable, non comprise dans la liste du 2° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.

Cette campagne est conduite pendant 3 mois, dans un délai maximal de 3 mois après l'atteinte du fonctionnement nominal des installations.

Les prélèvements et analyses sont réalisés conformément aux modalités techniques établies par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Les résultats des campagnes conduites par l'exploitant sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (via l'outil GIDAF). Au regard de ces résultats, l'inspection des installations classées pourra, le cas échéant, solliciter des investigations complémentaires.

3.5.3 Surveillance des sols

En application de l'article R.515-60 du code de l'environnement, une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans.

Cette surveillance porte a minima sur les substances suivantes : hydrocarbures totaux, composés aromatiques volatils, composés organohalogénés volatils, hydrocarbures aromatiques polycycliques, éléments traces métalliques (y compris fer et aluminium).

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

3.5.4 Surveillance des eaux souterraines

3.5.4.1 Généralités

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

Les échantillons sont prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et sont conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

La représentativité des échantillons est notamment assurée par un pompage préalable permettant d'extraire, avant la prise d'échantillon, un volume au moins égal à 3 fois le volume du piézomètre. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site doit en informer au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

En fonction de l'évolution des activités de l'établissement (utilisation et fabrication de nouveaux produits, etc.), l'exploitant informe l'inspection des installations classées de la nécessité de modifier les paramètres de surveillance.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (arrêté ministériel du 17 décembre 2008, arrêté ministériel du 11 janvier 2007...).

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF.

3.5.4.2 Plan de surveillance

Le réseau de surveillance est le suivant :

Nappe captée	Ouvrage	Date de réalisation	Profondeur	Situation hydraulique	Coordonnées LAMBERT 93
	Puits UPM			amont	
Alluvions de la Seine / Craie	PZ1	2015	10 m	amont	X= 1555802,55 Y = 9131701,35
Alluvions de la Seine	PZ2	2015	5 m	aval	X= 1555354,07 Y = 9132127,65
Alluvions de la Seine	PZ3	2001	6 m	aval	X= 1555160,93 Y = 9131836,66
Alluvions de la Seine	PZ5	2020	7,76 m	aval	X :1555380,82 Y : 9131680,99

L'exploitant met en œuvre et assure le suivi de deux autres piézomètres de surveillance :

- un piézomètre pour surveiller l'impact sur l'ouvrage 0099-AA-0041 (eau potable de la cantine des usagers du port)
- un piézomètre pour permettre de mieux cerner la pollution issue de l'ancien site Petroplus.

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

Paramètres	Fréquence
Conductivité, pH, Redox, température	Semestrielle (en périodes de hautes eaux et de basses eaux – conjonction du marnage et de la crue ou de l'étiage de la Seine)
Métaux (Mercure, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Aluminium)	
Cyanures totaux	
Arsenic	
Sodium	
Phosphore	
Hydrocarbures aliphatiques	
Hydrocarbures aromatiques	
HAP	
BTEX	
COHV	

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

Les résultats d'analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois maximum après la date de prélèvement. Ils sont également renseignés dans l'outil GIDAF.

Le rapport précise a minima les points suivants :

- le responsable (SNDP, laboratoire ou autre), la date et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- la date et la norme des analyses.

Les analyses chimiques sont reprises sous la forme d'un tableau récapitulatif et de graphiques par polluant reprenant l'historique de la surveillance pour tous les piézomètres concernés.

Les analyses, l'évolution des paramètres vis-à-vis de l'historique, sont obligatoirement commentés avec tous les éléments d'interprétation.

Si une anomalie est constatée, le responsable du site en informe immédiatement l'inspecteur des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, l'inspection des installations classées prend toutes dispositions, par voie d'arrêté préfectoral, pour que la surveillance soit renforcée ; ces dispositions se traduisent en particulier par un raccourcissement du délai entre deux prélèvements.

3.5.5 Dispositions applicables aux établissements relevant des rubriques n° 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

La surveillance des eaux souterraines est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Si les substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du même code sont susceptibles de se trouver sur le site et de caractériser une éventuelle pollution, une surveillance périodique des eaux souterraines est mise en œuvre ; les modalités sont définies sur la base d'une étude relative au contexte hydrogéologique du site et du risque de pollution des sols. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 5 ans a minima.

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans a minima.

3.5.6 Épandages

L'exploitant n'est pas autorisé à pratiquer l'épandage des effluents ou déchets.

3.6 Dispositions spécifiques sécheresse

En cas d'épisode de sécheresse, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à réduire les prélèvements d'eau et à limiter les rejets aqueux dans le milieu naturel, le fleuve Seine. La surveillance des consommations en eaux et des rejets aqueux du site doit être renforcée dès lors que les seuils de vigilance ou d'alerte sont dépassés.

3.6.1 Dépassement du seuil de vigilance

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle en continu ou journalier.

3.6.2 Dépassement du seuil d'alerte

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation d'alerte ;
- l'arrosage des pelouses, ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;
- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
- l'exploitant met en œuvre le programme renforcé d'autosurveillance de ses rejets aqueux et de ses prélèvements d'eau défini ci-dessus ;
- il est interdit de rejeter des effluents concentrés en vue de leur rejet sur site s'ils sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement extérieurs dûment autorisés ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet dont le traitement est défaillant et qui ne permet pas, a minima, de respecter les valeurs limites d'émission fixées à l'article 9 du présent arrêté ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable ;
- l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production et de maintenance ainsi qu'à son mode de gestion de l'eau afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants pour aboutir à une diminution des prélèvements d'eau.

3.6.3 Dépassement du seuil d'alerte renforcée

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation critique ;
- l'exploitant met en œuvre les adaptations de son programme de production et de maintenance ainsi que de son mode de gestion de l'eau afin de réduire sa consommation d'eau et ses rejets en conséquence et ce afin d'aboutir à un objectif global (à savoir l'ensemble des grands consommateurs d'eau sur une même masse d'eau : industriels, agriculteurs,...) de diminution de 20 % de la consommation sur la masse d'eau concernée ;
- ce programme est transmis dans un délai d'un mois à l'inspection des installations classées. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle en continu ou journalier ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

3.6.4 Dépassement du seuil de crise

Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation de crise ;
- l'ensemble des dispositions des articles 3.6.1 à 3.6.3 du présent arrêté doit être mis en œuvre ;
- l'ensemble des consommations d'eau et des rejets doivent être limités à leur strict minimum ;
- le préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, en particulier si celle-ci met en jeu l'approvisionnement en eaux potables des populations, interdire tout prélèvement et tout rejet du site.

3.6.5 Déclaration des consommations hebdomadaires

En cas de franchissement du niveau de gravité « alerte renforcée » ou « crise » sécheresse, l'exploitant est tenu de déclarer chaque semaine les consommations hebdomadaires de son établissement de la semaine passée et prévisibles pour la semaine en cours, conformément aux indications fixées par l'inspection des installations classées.

3.6.6 Levée des mesures de restrictions

La levée des mesures spécifiques indiquées aux articles 3.6.1 à 3.6.4 du présent arrêté est soit actée par la prise d'un arrêté préfectoral, soit rendu effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

L'exploitant établit après chaque arrêt de situation d'alerte et de crise, un bilan environnemental des effets de mesures prises en application des articles 3.6.1 à 3.6.4 du présent arrêté.

Ce bilan comporte un volet quantitatif des réductions de prélèvements d'eau et est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

3.6.7 Audit sur l'optimisation de la gestion de l'eau

L'exploitant réalise un audit sur l'optimisation de la gestion des flux d'eau liés à ses activités qui comporte le diagnostic préliminaire, et l'analyse approfondie, définis ci-dessous.

3.6.7.1 Diagnostic préliminaire

→ cadrage de l'étude

L'exploitant élabore un cahier des charges détaillé permettant d'identifier clairement les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic préliminaire couvrant au minimum les quatre objectifs suivants :

1. disposer d'une alimentation en eau la moins impactante possible pour la ressource ou pour les milieux ;

2. gérer de manière optimale les consommations d'eau par rapport aux besoins et aux meilleures techniques disponibles ;
3. disposer d'indicateurs ou d'outils de suivi pertinents et suffisants pour garantir la maîtrise des consommations ;
4. recenser les actions ou dispositions temporaires envisageables pour faire face aux différents niveaux réglementés de sécheresse.

L'ensemble des points précisés en annexe 1 du présent arrêté est étudié dans le cadre de l'élaboration du cahier des charges. Si des études / données antérieures sont déjà disponibles sur certains aspects, celles-ci sont présentées, au besoin actualisées, avec l'ensemble des éléments d'appréciation afin de justifier leur portée et les modalités de leur prise en compte dans le cadre de ce diagnostic.

Un mois avant le lancement effectif du diagnostic préliminaire, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de sa stratégie de mise en œuvre et de son planning prévisionnel de réalisation dans le respect des obligations fixées aux articles ci-dessous. Le cahier des charges peut utilement être transmis dans ce cadre.

→ réalisation du diagnostic préliminaire

Le diagnostic préliminaire est mené, soit par un bureau d'études choisi par l'exploitant, soit par une équipe dédiée interne à l'établissement, disposant des compétences et de l'accès aux données nécessaires.

Le diagnostic préliminaire est déroulé afin de pouvoir établir :

- un état des lieux, avec les caractéristiques qualitatives et quantitatives, des données disponibles, accompagné de tous les éléments utiles à sa compréhension tels que : cartographies, photos, schémas de principe, descriptions des installations concernées...,
- une analyse des données recueillies au regard de l'objectif visé (pertinence, suffisance, identification des manques...) avec proposition de complément si nécessaire. Au minimum, 80 % des volumes consommés de l'eau doit pouvoir être traité dans le cadre de ce diagnostic. Pour les usages éventuellement non étudiés, il est attendu une justification sur l'absence de pertinence de retenir ces flux au regard des objectifs recherchés,
- un diagnostic des installations de l'exploitant permettant de se positionner par rapport aux objectifs visés à l'article 2 sur la base des données obtenues. L'ensemble des possibilités de réduction sont présentées avec estimation des gains. Les incertitudes sont clairement explicitées,
- une liste de scénarios de réduction techniquement envisageables à périmètre constant, couvrant au minimum :
 - l'option de réduction maximale, en dissociant bien les mesures simples de mise en œuvre des complexes,
 - l'option de réduction des prélèvements d'eau de 20 %, par rapport à la moyenne des consommations annuelles des trois dernières années représentatives de l'activité du site, si celle-ci est atteignable.
- un bilan coûts / avantages permettant de sélectionner les propositions retenues dans une approche ERC (Éviter - Réduire - Compenser) et de justifier les choix écartés. Ces justifications sont en particulier requises pour les mesures de réduction pérennes et temporaires,
- une analyse des choix retenus sur la nécessité, pour tout ou certains points, de mener des études de faisabilité ou de dimensionnement supplémentaires,
- une conclusion détaillant la stratégie de réduction proposée.

Le diagnostic détaillé ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées, dès sa validation.

3.6.7.2 Analyse approfondie

→ réalisation d'une analyse approfondie

L'analyse approfondie est mise en œuvre à la lumière des conclusions relatives au diagnostic préliminaire. Elle intègre si nécessaire les études pour statuer sur la faisabilité d'une solution ou pour confirmer sa performance au sein des installations de l'exploitant. Elle couvre en particulier les étapes d'essais-pilotes nécessaires à la validation d'un procédé.

Le contenu de l'analyse approfondie permet de tracer :

- une description de la méthodologie adoptée pour procéder à l'étude approfondie,
- une définition de l'objectif attendu et les moyens envisagés pour y répondre,
- une synthèse des investigations approfondies réalisées et des principaux résultats obtenus. Tous les éléments utiles à leur compréhension sont également joints,
- une étude technico-économique de faisabilité des options choisies,
- une conclusion et un positionnement sur la mise en œuvre des propositions, y compris en termes d'échéancier.

3.6.7.3 Délai de mise en œuvre

Le rapport final de l'audit sur l'optimisation de la gestion des flux d'eau est transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard, dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de la machine à papier.

La remise du rapport doit être accompagnée par :

- un courrier de l'exploitant faisant état de ses choix concernant la prise en compte des propositions issues de l'audit et précisant et justifiant les priorités et les modalités opérationnelles de mise en œuvre, y compris l'échéancier, pour les solutions présentant un gain environnemental non marginal. Sauf contrainte dûment justifiée, les premières améliorations techniques sont mises en œuvre dans l'année qui suit la remise du rapport,
- une synthèse affichant les gains pérennes ou saisonniers en consommation en eau qui seront obtenus à terme et mettant en lumière les techniques vertueuses retenues,
- un courrier de l'exploitant faisant état de ses propositions d'actions de réduction temporaires lors des périodes de sécheresse, à partir du seuil d'alerte. Elles sont obligatoires pour le seuil de crise. Pour les autres niveaux, elles peuvent, être graduées, voire facultatives sur demande de l'exploitant, et après avis de l'inspection, suivant le niveau d'effort atteint dans l'optimisation de la gestion de l'eau du site.

4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période intermédiaire : de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	65 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis périodiquement tous les 5 ans.

4.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles, ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

4.1.5 Trafic routier

En vue de réduire le trafic routier, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées, sous un délai de 6 mois à compter de la remise en service de la machine à papier, une étude technico-économique visant à identifier les pistes pour recourir davantage au transport fluvial et/ou ferroviaire pour les flux logistiques de l'usine, notamment pour ce qui est de l'apport des combustibles CSR et bois déchets sur le site.

5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Règles générales de conception

Les matériaux utilisés dans les équipements sont compatibles avec les produits susceptibles d'être contenus (absence de réaction notamment) et les conditions de fonctionnement (température, pression...).

Les technologies de pompes, joints, instruments de mesure sont adaptées aux risques encourus.

Les organes de manœuvre pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible. L'exploitant met en œuvre ces organes en cas de sinistres et doit définir les modalités de mise en œuvre dans une consigne ou procédure.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les tuyauteries enterrées sont repérées sur un plan tenu à jour.

5.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les bâtiments et locaux présentent les dispositions constructives suivantes :

→ Bâtiment de stockage de produits finis de 27 000 m³ :

Le bâtiment de stockage de papier construit de plain-pied doit disposer d'une structure porteuse entièrement métallique à l'exception du mur séparatif vers le bâtiment ancien conservé, qui est en béton de degré coupe feu 2 heures.

Le stockage des produits finis est organisé en îlots dimensionnés et suffisamment éloignés les uns des autres pour éviter l'incendie généralisé du bâtiment.

→ Bâtiment « chaufferie » :

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- encloisonnement d'un des 2 escaliers du bâtiment chaudière au moyen de parois REI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) et des blocs-portes REI 30 (pare-flammes de degré ½ heure) munis d'un ferme-porte ou à fermeture automatique, et assurer le désenfumage des escaliers en partie haute par un dispositif de 1 m² qui peut être un exutoire (de préférence) ou un ouvrant en façade,
- mise en œuvre de dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie des locaux de plus de 300 m² par l'installation d'un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/100^{ème} de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m². Les dispositifs d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis le plancher du local, près d'une issue.
- mise en œuvre d'une défense intérieure contre l'incendie constituée par :
 - des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, des extincteurs à dioxyde de carbone (CO₂) près des appareils électriques,
 - des robinets d'incendie armés, d'un diamètre adapté au risque à défendre, répartis de manière à ce que tout point du local à protéger soit atteint par 2 jets de lances,
 - une colonne sèche de diamètre 65 mm installée dans l'escalier encloisonné et présentant à chaque niveau 2 prises de diamètre de 40 mm, alimentées par un orifice de diamètre 65 mm, situé à moins de 60 m d'un poteau d'incendie de diamètre 100 mm par un cheminement praticable.

→ Bâtiments de matières premières recyclées (MPR/PCR) de 65 000m³ :

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- isolement entre l'extension 2006/2007 nommé bâtiment décercluse et le bâtiment existant par un mur coupe-feu de degré 1 heure et par des portes coupe-feu de degré 1 heure asservies à des Détecteurs Autonomes Déclencheurs,

- mise en œuvre de dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie de stockage par l'installation d'un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/100^{ème} de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m²,
- recoupement des locaux en canton de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m². Ces cantons sont de superficies sensiblement égales et leur largeur ne doit pas excéder 60 m. Ils sont délimités soit par des écrans de cantonnement en matériaux incombustibles et stables au feu de degré ¼ d'heure, soit par des éléments de structure présentant le même degré de stabilité.

Les moyens nécessaires doivent être mis en place pour permettre d'empêcher en tout temps la propagation d'un éventuel sinistre survenant dans les bâtiments MPR/PCR au bâtiment « préparation de la pâte à papier » par l'intermédiaire de la trémie du convoyeur.

Une surface d'au moins 200 m² située à l'extérieur des bâtiments MPR/PCR doit être réservée et doit rester disponible en tout moment pour recevoir les déblais provenant des zones de stockage de papiers recyclés en cas d'incendie.

La hauteur de papiers ne doit pas dépasser 20 cm une fois ceux-ci étalés sur cette aire de déblai de façon à faciliter l'extinction. Les eaux d'extinction issues de cette zone doivent être traitées comme des eaux résiduaires.

→ Silo plat d'entreposage de CSR, bois déchets et de boues destinées à l'installation de co-incinération de déchets de 10 000m³

Le temps de séjour des combustibles au sein du silo plat doit être réduit au minimum ; la rotation des stocks doit être importante.

L'exploitant doit être en mesure de justifier que le volume de stockage des CSR, bois déchets et boues maximal autorisé au sein du silo plat (10 000 m³) est respecté. Il définit à cet effet, dans des consignes écrites, la hauteur maximale autorisée qui doit être affichée à l'entrée du silo pour les 3 catégories de matières sans excéder les volumes maximums suivants, dans la limite d'un volume global de 10 000 m³ : CSR (3600 m³), bois déchets (6000 m³) et boues de STEP (3000 m³). Des consignes écrites ponctuelles doivent être rédigées chaque fois que la capacité de l'installation de co-incinération de déchets est inférieure à sa capacité nominale de façon à ne pas augmenter le temps de séjour des combustibles (le week-end notamment). L'ajustement de l'approvisionnement en combustible le vendredi soir dans le silo plat doit être réalisé de façon à ce que le stock soit minimal le lundi matin. Lorsque l'installation de co-incinération de déchets Kvaerner doit être arrêtée plus de 2 jours, le silo plat ne doit pas demeurer partiellement vide durant cette période. Les périodes d'arrêt de l'installation Kvaerner doivent être utilisées pour curer les zones mortes du silo plat.

La surface du silo doit être plane, exempte de bosses et de débris de végétaux. L'étanchéité de l'entrepôt doit être suffisante pour éviter la traversée des courants d'air. Une attention doit être portée aux zones mortes que constituent les talus d'éboulement avec les angles des parois verticales.

L'entrepôt doit être équipé de détecteurs de monoxyde de carbone et d'une télésurveillance dont les informations doivent être reportées en salle de contrôle. L'indisponibilité de tout ou partie d'un de ces dispositifs doit faire l'objet de mesures compensatoires significatives (fréquence des rondes notamment). L'exploitant doit rédiger une consigne écrite spécifique demandant aux opérateurs de vérifier par le biais d'une mesure (sonde de température, canne pyrométrique, thermographie ou tout autre dispositif dont l'exploitant pourrait justifier une plus grande efficacité en vue de détecter un auto-échauffement au cœur de la biomasse) d'éventuels points chauds au sein de la biomasse dès le report en salle de contrôle d'une information signalant une anomalie.

→ Aire extérieure de stockage de bois-déchets et plaquettes de 4000 m³ :

Le stockage en extérieur de biomasse doit être organisé de façon à utiliser les produits le plus possible dans l'ordre de leur date d'arrivée. L'exploitant tient à jour, à cet effet, un registre de sécurité dans lequel il consigne les dates d'arrivée. L'exploitant doit réaliser le stockage de sécurité en séparant les produits en fonction de leur consistance. Les sommets des tas doivent être arasés pour éviter la perméabilité des pointes et réduire la hauteur des tas. Le temps de séjour du stock de sécurité ne doit pas excéder 21 jours sans que l'exploitant ne procède à des relevés de la température des tas au moyen de sondes portatives ou de cannes pyrométriques. Les températures ainsi mesurées doivent être consignées dans un registre de sécurité.

→ Locaux électriques :

Les locaux électriques doivent être équipés de murs et portes coupe-feu de degré 2 heures.

→ Autres locaux à risque d'incendie

Le désenfumage des locaux comportant des zones à risque d'incendie doit s'effectuer par des ouvertures dont la surface totale ne doit pas être inférieure à 1/100^{ème} de la superficie des locaux.

Les cantons de désenfumage ne doivent pas dépasser une superficie de 1 600 m² et doivent être aménagés de telle sorte que les superficies soient sensiblement égales et que leur largeur n'excède pas 60 m. Ils doivent être délimités soit par des écrans de cantonnement incombustibles et stables au feu de degré ¼ heure, soit par des éléments de structure présentant le même degré de stabilité au feu. Les exutoires de fumées situés en toiture doivent être décalés de l'aplomb de la ligne à haute tension qui surplombe l'emplacement des bâtiments.

Les commandes des dispositifs de désenfumage situés en partie haute et judicieusement répartis doivent être disposées à proximité des issues de secours et peuvent être à déclenchement automatique.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.3 Désenfumage

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement ou à l'entrée des locaux, notamment des chaufferies de l'usine. Ces commandes sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

5.1.4 Installations électriques

Les contrôles des installations électriques imposés à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé portent également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans un des registres prévus à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, un plan des réseaux de terre (boucles fond de fouille, prises de terre, interconnexions, etc.).

La valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre sont effectuées selon les normes en vigueur.

5.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Au moins deux accès de secours, éloignés l'un de l'autre et les plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention et de secours.

5.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant s'assure aussi souvent que nécessaire que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir collecter les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. La gestion de ces liquides respecte les dispositions du présent arrêté.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires (maritime / fluviaux) sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En cas d'incident ou d'accident, La gestion de ces produits ou matières respecte les dispositions du présent arrêté.

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et sont effectués en application de consignes particulières.

Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont isolés pour éviter l'écoulement d'eau polluées à l'extérieur du site via :

- des obturateurs amovibles qui permettent d'éviter les écoulements dans les caniveaux d'eau pluviales,
- des obturateurs ballons d'azote, qui confinent les eaux pour qu'elles n'aillent pas polluer la STEP de l'usine.

Le réseau interne doit pouvoir recueillir 3000 m³ d'eau issue d'un sinistre raccordable à une cuve de confinement de 14 000 m³.

Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

5.2 Dispositifs et mesures de préventions des accidents

5.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

5.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation, et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

5.2.3 Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant met en place le dispositif adapté pour être informé d'une rupture ou indisponibilité d'utilité. Dans ces situations, l'exploitant met en œuvre des dispositions matérielles et ou organisationnelles à caractère temporaire, préalablement testées et opérationnelles, pour maintenir les installations dans leur domaine de sécurité.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

5.2.4 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

5.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr et au niveau de sécurité décrit dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires pour maintenir le niveau de sécurité fixé dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

5.2.6 Arrêts d'urgence

Les installations disposent d'arrêts d'urgence et/ou de moyens d'isolement permettant de mettre en sécurité tout ou partie de celles-ci. Ces dispositifs sont susceptibles d'être activés depuis la salle de commande, localement ou en automatique. Des procédures ou consignes en définissent les conditions d'utilisation.

Ces dispositifs d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

5.2.7 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité – dispositions générales

Les installations sont équipées de barrières de sécurité qui sont des ensembles techniques et ou organisationnels assurant une fonction de sécurité.

Les barrières de sécurité font l'objet d'un suivi en service comprenant a minima les éléments suivants :

- identification (liste à tenir à jour et à disposition de l'inspection des installations classées),
- tests de bon fonctionnement garantissant la fonction de sécurité,
- maintenance en vue d'assurer leur fiabilité,
- procédure spécifique de gestion de mise hors service.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite pour la sécurité des installations, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de la sécurité. Le dépassement d'un seuil de sécurité d'un capteur déclenche a minima une alarme en salle de contrôle.

Le dépassement d'un seuil de sécurité d'un capteur sans action automatique associée déclenche des actions correctives appropriées, connues et comprises des opérateurs ayant à les appliquer. Ces actions correctives peuvent être formalisées via une procédure.

Ces barrières de sécurité font l'objet de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes qui sont établis par consignes écrites.

5.2.8 Clôture

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2,5 m et de portails adaptés.

5.2.9 Formation du personnel

L'usine dispose d'équipiers de seconde intervention ESI formés et aptes à intervenir en cas de sinistre.

En complément des dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, un entraînement régulier des opérateurs et intervenants, dont la fréquence doit être judicieusement déterminée par l'exploitant, doit confirmer la réactivité et la mise en œuvre des bonnes stratégies d'actions de mise en sécurité.

5.2.10 Sous-traitance

Sans préjudice des dispositions du code du travail ou des conventions collectives s'appliquant à l'établissement, l'exploitant met en place un dispositif de sélection et d'habilitation des entreprises extérieures. Ce dispositif définit les critères et les modalités de sélection et d'habilitation de ces entreprises. Ces critères et modalités peuvent être proportionnés aux dangers présentés par les tâches accomplies par ces entreprises extérieures.

L'exploitant met en place un système de contrôle et de réception après travaux. Ce système a pour objectif de s'assurer que les travaux réalisés sont conformes au cahier des charges et que les installations, après travaux, ont un niveau de sécurité conforme à ce qui était attendu. Sans préjudice des autres réglementations, des dispositions sont mises en œuvre pour gérer les phases de travaux (plan de prévention...).

5.2.11 Réseau de détecteurs

A- Détecteurs gaz :

Dans le bâtiment chaufferie et dans l'environnement du gazomètre, un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

Quel que soit le seuil franchi, la recherche de la cause de l'alarme par le personnel s'effectue dans le cadre des consignes établies par l'exploitant. Pour les détecteurs de gaz inflammable, un verrouillage de l'alarme est mis en place dès le 1^{er} seuil de détection. L'alarme ne peut être déverrouillée qu'après recherche des causes et mise en place d'actions correctives.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

L'exploitant dispose d'une procédure comportant les conditions de réalisation des tests de fonctionnalité (du détecteur et/ou de la barrière de sécurité) et le protocole de test associé (concentration du gaz étalon, matériel à utiliser pour la réalisation du test, shunt, etc.), ainsi que les modalités d'étalonnage. Les critères d'acceptabilité du test de fonctionnalité, notamment l'adéquation du temps de réaction avec le temps de réponse attendu et la concordance de l'indication finale du détecteur avec la concentration du gaz étalon doivent également y figurer. L'exploitant doit également y définir dans quels cas le détecteur n'est plus fonctionnel en cas de non-respect de ces critères.

Un étalonnage peut être réalisé en cas d'écart constaté lors du test de fonctionnalité. Il doit alors être suivi d'un nouveau test de fonctionnalité pour s'assurer de nouveau du respect des performances attendues et des critères d'acceptabilité. En cas de nouvelle défaillance, un remplacement de la cellule doit être envisagé.

Ces différentes étapes doivent être tracées afin de détecter une éventuelle usure prématurée du détecteur.

B- Détecteurs incendie

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. L'exploitant doit disposer notamment d'un système de détection de feu ou de chaleur couvrant les zones à risques suivantes : bâtiments de stockage de produits finis de 27 000 m³, magasin matières premières « MPR/PCR » de 65 000 m³, la zone de stockage extérieure mixte de 8500 m³, le silo CSR de 2000 m³ (zone centrale), le silo de combustibles de 10 000 m³ (comprenant CSR, Bois et boues de STEP), le stockage extérieur de bois déchets de 4000 m³, le silo des refus de pulpeur de 500 t. Les systèmes de détection automatique incendie sont conformes aux référentiels en vigueur est mis en place.

Ce système de détection est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones considérées par le présent article. Les dispositifs sont distincts d'autres dispositifs de surveillance (telle que les surveillances anti-intrusion).

En cas de détection incendie :

- l'alarme est reportée en salle de contrôle ou sur une centrale incendie et est perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site,
- la procédure d'urgence préalablement établie est mise en œuvre.

Pour les détecteurs gaz et incendie, à tout moment, l'alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence et/ou mise en sécurité. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

5.2.12 Mesures de prévention et de maîtrise des risques particulières

L'exploitant met en place les mesures de maîtrises des risques telles que définies ci-après :

Au niveau de la chaufferie, l'exploitant met en œuvre :

- le contrôle périodique préventif des installations,
- des vannes redondantes,
- un éloignement suffisant de l'installation à des zones à risques (bâtiment de stockage MPR/PCR et produits finis, silo de combustible, aire de stockage extérieure de bois-déchets),
- des permis de travail, de feu, des plans de préventions obligatoires,
- l'interdiction de fumer,
- une détection de pression dans le réseau de gaz assurant la fermeture automatique des vannes d'alimentation.

Au niveau du gazomètre, l'exploitant met en œuvre :

- le contrôle périodique préventif des installations,
- des vannes redondantes,
- un éloignement suffisant de l'installation à des zones à risques (bâtiment de stockage MPR/PCR et produits finis, aire de stockage mixte et extérieure de 8500 m³, le silo de CSR de 2000 m³),
- des permis de travail, de feu, des plans de préventions obligatoires,
- l'interdiction de fumer,
- la détection de pression dans le réseau biogaz du gazomètre assurant la fermeture automatique des vannes d'alimentation.

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau sur site constituée au minimum de 5 500 m³ et avec ré-alimentation par eau de Seine ;
- pour ce faire, l'exploitant dispose notamment de 2 réserves en interne afin de disposer de toute indépendance sur la gestion de cet ouvrage : 2 cuiviers de 2500 m³ et 3000 m³ ;

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par les réserves de 2500 m³ et 3000 m³. Ce réseau comprend au moins une pomperie incendie comportant au minimum une pompe électrique et une motopompe diesel capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 540 m³/h avec une pression en sortie de 8 bars minimum ;
- un réseau d'eau incendie de 2,8 bars alimenté par de l'eau de Seine pour l'alimentation des poteaux incendie comprenant deux pompes de 1000 m³/h et une pompe de 1800 m³/h . Ces réseaux alimentent notamment des poteaux incendie (13 minimum), des bornes incendie (14 minimum), des RIA (183) et des 10 lances-canon ;
- des hydrants qui doivent être implantés de la manière suivante :
 - à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment à défendre et distants entre eux de 150 m maximum ;
 - à plus de 20 mètres du bâtiment à défendre (plus de 50 mètres dans le cas des bâtiments de MPR/PCR) ;
 - à une distance du bâtiment à défendre correspondant au flux thermique acceptable (1 kW/m²) . Tous ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés (RIA). Le nombre et le choix des RIA doivent permettre d'atteindre efficacement toute la surface des locaux. Dans la mesure du possible, ils doivent être implantés à l'intérieur des bâtiments ;
- 5 lance-canon fixes dans le bâtiment MPR/PCR, et 3 lance-canon à l'extérieur ;
- 2 lance-canon fixes dans la zone de stockage mixte de 8500m³ (ex. sorting) d'un débit minimal de 4000 L/min ;
- une détection gaz et incendie dans le bâtiment chaufferie avec un système automatique d'extinction d'incendie à l'eau ;
- des colonnes sèches ;
- des colonnes en charge.

Les tuyauteries constituant le réseau d'incendie doivent être calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau doit être maillé et comporter des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement doit disposer en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eau suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. L'exploitant doit disposer notamment d'un système de détection de feu ou de chaleur couvrant les zones à risques suivantes : bâtiments de stockage de produits finis de 27 000m³, magasin matières premières « MPR/PCR » de 65 000 m³, le stockage extérieur mixte de 8500 m³ (au sud), le silo CSR de 2000 m³ (zone centrale), le silo de combustibles de 10 000 m³ (comprenant CSR, Bois et boues de STEP au nord), le stockage extérieur de bois déchets de 4000 m³, le silo des refus de pulpeur de 500 t.

L'ensemble des bâtiments à risque est muni d'un sprinklage, sauf dans les bâtiments PM1/2 et PM3, lesquels doivent demeurer vides de toutes matières combustibles. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

Le convoyeur d'alimentation des CSR et bois déchets depuis la zone extérieure vers le silo de combustible d'alimentation de la chaudière Kvaerner est équipé de sprinklers. Les convoyeurs du silo alimentant la chaudière à co-incinération sont équipés de système de sprinklage et celui d'alimentation en boues et déchets est équipé de porte coupe-feu et de RIA.

5.3.2 Protection individuelle en cas d'intervention

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle tels que des appareils respiratoires isolants (ARI), adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité des installations associées et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels. La formation et les entraînements font l'objet d'un enregistrement (date, thème, personnel concerné, observations...) tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

5.3.3 Plan d'organisation interne

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. en cas d'accident susceptible d'avoir des conséquences extérieures à l'établissement.

Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarii d'accidents envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur situé à moins de 3 heures de délai d'acheminement.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement (poste de garde).

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. incluant notamment les mesures ci-dessous ;
- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;
- la formation du personnel intervenant ;
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ;
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le comité social et économique (C.S.E), ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I.. L'avis du comité est transmis au préfet.

Le préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I. qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I..

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

5.4 Prévention des accidents liés au vieillissement

Les installations et équipements font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci, et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

5.5 Prévention du risque inondation

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation de la Vallée de la Seine – Boucle de Rouen approuvé par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009 modifié.

Les installations sont protégées contre les conséquences d'une inondation. Toutes les installations sont au-dessus de la cote de la crue décennale.

6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant respecte les modalités de gestion des déchets issues des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier (BREF PP) et notamment:

- Système d'évaluation et de gestion des déchets,
- Collecte séparée des différentes fractions de déchets
- Regroupement de fractions appropriées de résidus,
- Prétraitement des résidus de procédés avant réutilisation ou recyclage,
- Récupération des matières dans les résidus de procédés et recyclage sur site,
- Valorisation énergétique sur site ou hors site des déchets à haute teneur en matière organique,
- Utilisation externe des matières,
- Prétraitement de la fraction de déchets avant élimination.

6.1 Production de déchets – Limitation du stockage sur site

Les principaux déchets générés, par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

	Nature	Quantité
Déchets dangereux	Huile minérale de lubrification	25 t/an
	Déchets d'emballages dangereux souillés	26 t/an
	Déchets de produits chimiques	23 t/an
	Résidus d'épuration des fumées Refiom	Refiom : 6 500 t/an
Déchets non dangereux	Boues issues du traitement des effluents de la STEP	3 kt/an
	Boues papetières	7 kt/an
	plastiques	30 kt/an
	Résidus de tri	minéraux (sables, cailloux, etc.) : 8000 t/an
	Déchets d'emballages	86 t/an
	Résidus d'opérations thermiques	Cendres : 22,5 kt/an Mâchefers : 10 kt/an
	Déchets ménagers	30 t/an
	Métaux	15 t/an

Les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site sont :

Type de déchets	Quantité maximale présente sur le site
Déchets non dangereux : total : 10 063 t	Boues : 4 500 t CSR et refus de pulpeur: 3450 t déchets bois : 4 400 t sable (lit fluidisé) : 163 t DIB, divers : 50 t
Déchets dangereux : total : 450 t	Cendres : 300 t Refiom : 100 t Autres (déchets souillés, huiles, graisses, déchets de produits chimiques, etc.) : 50 t

6.2 Gestion des déchets reçus par l'installation

6.2.1 Gestion des flux de déchets

L'exploitant de l'unité d'incinération applique toutes les procédures de gestion des flux de déchets énumérées aux points a. à c. ainsi que, s'il y a lieu, les techniques d., e. et f. :

	Technique	Description
a.	Détermination des types de déchets pouvant être incinérés	Il s'agit de déterminer, compte tenu des caractéristiques de l'unité d'incinération, les types de déchets qui sont autorisés à être incinérés eu égard, par exemple, à leur état physique, à leurs caractéristiques chimiques, à leurs propriétés de danger et à leurs plages de valeurs acceptables de pouvoir calorifique, d'humidité, de teneur en cendres et de taille.
b.	Établissement et mise en œuvre de procédures de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets.	Ces procédures permettent de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, sur le plan technique et réglementaire, à un déchet donné, avant l'arrivée de celui-ci à l'unité. Il s'agit de collecter des informations sur les déchets entrants, et éventuellement de réaliser un échantillonnage et une caractérisation des déchets destinés à obtenir suffisamment d'informations sur la composition des déchets. Les procédures d'acceptation préalable des déchets sont fondées sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.
c.	Établissement et mise en œuvre de procédures d'acceptation des déchets.	Les procédures d'acceptation sont destinées à confirmer les caractéristiques des déchets, telles qu'elles ont été déterminées lors de la phase d'acceptation préalable. Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de la livraison des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de rejet des déchets. Elles peuvent aussi porter sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets. Les procédures d'acceptation des déchets sont fondées sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. Les éléments à surveiller, pour chaque type de déchet, sont détaillés à l'article 6.3.2 du présent arrêté.
d.	Établissement et mise en œuvre de procédures d'un système de suivi et d'inventaire des déchets.	Le système de suivi et d'inventaire des déchets permet de localiser les déchets dans l'unité et d'en évaluer la quantité. Il contient toutes les informations générées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets (par exemple, la date d'arrivée des déchets à l'unité et leur numéro de référence unique, les informations relatives au(x) précédent(s) détenteur(s) des déchets, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets, la nature des déchets détenus sur le site et leur quantité, ainsi que les dangers recensés), et les procédures d'acceptation, de stockage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site. Le système de suivi des déchets est fondé sur les risques et prend en considération, par exemple, les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. Le système de suivi des déchets consiste en particulier en un étiquetage clair des déchets entreposés ailleurs que dans la fosse à déchets ou le silo de stockage des boues (par exemple, dans des conteneurs, des fûts, en balles ou autres formes de conditionnement), afin qu'ils puissent être repérés à tout moment.

e.	Séparation des déchets	Les déchets sont triés en fonction de leurs propriétés, de manière à faciliter un stockage et une incinération plus respectueuse de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des différents déchets et en des procédures qui permettent de déterminer où et quand les déchets sont stockés.
f.	Vérification de la compatibilité des déchets avant mélange ou brassage des déchets dangereux	Afin de garantir la compatibilité, un ensemble de mesures et tests de vérification est mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets (par exemple, polymérisation, dégagement gazeux, réaction exothermique, décomposition) lors de leur mélange ou brassage. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés dangereuses des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

6.2.2 Livraison des déchets

L'exploitant de l'unité d'incinération applique, en fonction du type de déchets et du risque présenté par les déchets entrants, les éléments indiqués ci-dessous :

Type de déchets	Surveillance des livraisons de déchets
CSR, bois déchets, boues de STEP externes	<ul style="list-style-type: none"> - Détection de radioactivité - Pesage des livraisons de déchets - Contrôle visuel - Échantillonnage périodique des livraisons de déchets et analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en halogènes et en métaux/métalloïdes).

6.2.3 Réception, manutention et stockage des déchets

En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate.

Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.

Afin d'éviter l'accumulation des déchets, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- pour les déchets qui ne sont pas mélangés pendant le stockage (par exemple, les déchets conditionnés), le temps de séjour maximal est clairement établi.

6.2.4 Conditions de combustion

Les unités d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des scories et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.

6.2.5 Limitation des quantités de déchets reçus sur le site

Les principaux déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
Déchets non dangereux	19 02 10	CSR selon norme NF EN ISO 21640 à partir de déchets non dangereux	140 000 t/an
	03 01 XX	Déchets de bois (bois B)	15 500 t/an
	19 02 06 19 08 12 19 08 05	Boues de STEP internes Boues de STEP externes	10 000 t/an
	03 03 XX	Sous-produits papetiers (refus de pulpeurs, plastiques)	30 000 t/an
	19 01 12 10 01 01 10 01 15 19 01 15* 19 01 16	Mâchefers Cendres sous foyer	10 000 t/an 22 500 t/an
Déchets dangereux	19 01 07* 10 01 16* 10 01 17	Cendres volantes/ résidus issus du traitement des fumées (refiom)	6 500 t/an

Les CSR répondent à la norme NF EN ISO 21640 et sont produits à partir de déchets non dangereux.

6.2.6 Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site

Au moins une fois par an, l'exploitant procède au prélèvement d'un échantillon représentatif des déchets reçus sur le site.

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non et à des analyses par un laboratoire indépendant sur tous les déchets présents sur le site.

Avant d'admettre un déchet sur le site et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information comporte les éléments suivants :

- source et origine du déchet ;
- attestation produite par le producteur justifiant pour les déchets non dangereux résiduels d'une opération préalable de collecte sélective ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à la décision n° 2000/532/CE du 3 mai 2000 ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation d'entreposage.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

L'information doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.

À réception, l'exploitant réalise une inspection visuelle et tout autre contrôle pour vérifier que les déchets réceptionnés sont conformes à ces critères d'admission.

7. Dispositions finales

7.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

7.2 Délais et voies de recours :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

7.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de GRAND-COURONNE, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de GRAND-COURONNE pendant une durée minimum d'un mois. La maire de GRAND-COURONNE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consulté en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, et indiqués ci-après : HAUTOT-SUR-SEINE, LE GRAND-QUEVILLY, MOULINEAUX, OISSEL, PETIT-COURONNE et VAL DE LA HAYE ;
4. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

7.4 Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de GRAND-COURONNE, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DARBLAY PRODUCTION.

Fait à Rouen le,

1 5 NOV. 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS